Le 13-08-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 13 août 2018

Après le Parti communiste allemand en 2016 et le Parti de gauche début juillet, le Parti communiste de Belgique a décidé à son tour de quitter le Parti de la Gauche Européenne. Cette décision a été adoptée par un vote lors du dernier Congrès du PCB qui s'est tenu le 30 juin dernier à Bruxelles.

Les raisons de ces départs sont essentiellement que le PGE, comme la CES pour les syndicats, est un parti intégré à l'Union européenne qui ne remet pas en cause le caractère libéral de cette dernière. Faire croire aux classes populaires que l'on peut modifier l'institution européenne de l'intérieur pour en faire une « Europe sociale » est un leurre dangereux et criminel.

Le Pardem qui depuis sa création défend la sortie de l'euro et de l'Union européenne ne peut que se réjouir de ces départs qui fragilisent le PGE. Il appelle ces partis à rejoindre les rangs de ceux qui souhaitent la destruction de l'Union européenne et militent pour d'autres types de relations, basées sur la coopération et non la concurrence entre les pays. Pour notre part nous appelons d'ores et déjà à boycotter les élections au parlement en 2019.

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué du Parti communiste belge expliquant les motifs de sa décision.

POURQUOI LE PCB A QUITTÉ LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE (PGE)

Le congrès a décidé à une majorité de 83% des voix adoptée à bulletin secret, de se retirer du Parti de la Gauche Européenne PGE.

Sur le plan politique, plusieurs motifs ont conduit à cette décision de sortie du PGE, parmi lesquels :

- L'hostilité statutaire du PGE vis-à-vis du socialisme réel alors que l'écroulement de ce dernier constitue la base de la mondialisation capitaliste et la destruction d'un rapport de force qui était favorable aux travailleurs du monde entier ;

- Le caractère unanime des décisions du PGE qui fige et stérilise le débat en le transformant en un club de discussion élitiste et technocratique ;

- La non-prise en considération de notre intervention en juillet 2014 sur la crise Ukrainienne qui dénonçait un véritable coup d'état à connotation fasciste ;

- Le fait qu'en 2011, à l'occasion du 90e anniversaire de notre parti, « l'intervention du PGE » s'est limitée à la tenue d'un colloque à Bruxelles où la direction de notre parti n'a pas été officiellement invitée et où son histoire n'a même pas été évoquée ;

- L'attitude inadmissible des dirigeants du PGE face à l'OTAN qui nous met en porte à faux avec notre exigence de sortie de l'OTAN en préalable à sa dissolution. Il en va de même de l'attitude de Syriza et de son dirigeant Tsipras dans la crise grecque, attitude qui a contribué à discréditer la gauche radicale exception faite des partis communistes non membres du PGE ;

- Un montant de 30.000 euros de frais d'affiliation qui n'ont donné aucun retour en investissement ;

- L'absence de liens privilégiés entre partis membres sur des questions communes, pourtant le fondement même du PGE. Entre autres, la fermeture de Caterpillar, où notre parti a été ignoré et d'autres partis privilégiés alors que nous avons été les premiers à défendre la réquisition des outils !

Nous considérons que Le PGE est à la politique ce que la CES est au syndicalisme, c'est-à-dire des organisations créées et soumises à l'Union Européenne laquelle depuis sa fondation reste une organisation capitalistique qu'il est impossible de réformer de l'intérieur. « L'Europe sociale » qui serait le résultat de réformes progressistes est une illusion pour les travailleurs.

Nous rappelons que l'adhésion de notre parti au PGE a été imposée en 2005 par une minorité de ses membres qui s'est exercé au détriment d'un débat démocratique constitué au minimum par une décision de congrès.

La majorité des membres du parti a constaté que cette minorité pégéiste n'a eu de cesse d'entraîner notre mouvement dans le réformisme au détriment de son essence révolutionnaire.

La récente visite du représentant de Die Linke (dont Gregor Gysi, président du PGE, est membre), Dietmar Bartsch, dans l'une des colonies israéliennes près de la bande de Gaza où il a planté des arbres dans le cadre de la coopération avec l'organisation sioniste « Keren Kayemet » (fonds national juif), connu pour sa grande responsabilité dans la politique de nettoyage ethnique contre les palestiniens, conforte notre décision.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire